

- 1 -

LA CITADINITE ?

COUT DE LA VIE ET COMPORTEMENTS EN REPUBLIQUE DU ZAIRE

Joseph HOUYOUX, ICHEC
Bruxelles

Les recherches à partir desquelles cette réflexion sera faite ont été effectuées au Zaïre de 1962 à 1982.

Voici la liste des recherches importantes :

Année	Ville	Nombre ménages dans l'étude des budgets ménagers
1969	Kinshasa	1.471
1972	Kisangani	635
1973	Lubumbashi	880
1973	Kolwezi	414
1975	Kinshasa	1.367
1975	Matadi	397
1976	Kikwit	378
1976	Ebandundu	164
1976	Kananga	547
1976	Mbandaka	280
1976	Kinshasa	97
1976	Bukavu	324
		<hr/> 6.954

Ces enquêtes budgétaires ont été réalisées en même temps que des sondages démographiques dans ces différentes villes.

L'analyse a été menée à deux niveaux :

- niveau socioformel : chiffres à propos des dépenses, de la consommation et des revenus des ménages.
- au niveau psychosocial et comportemental afin de voir le vécu de chaque jour dans les ménages.

Etre citoyen, c'est vivre dans un univers technique nouveau et changeant. La ville, ce sont les routes asphaltées, l'électricité, les bornes publiques d'eau, l'hôpital, les médicaments. Dans les grandes villes on peut se rendre au cinéma, suivre un match de football à la télévision ; la ville est donc la concentration des techniques de transport, de production, des techniques médicales, des techniques de relation.

Etre citoyen, c'est également pouvoir entrer et vivre dans des institutions nouvelles. Ces institutions induites se concentrent surtout dans les villes.

Nous prendrons comme exemple deux institutions des plus importantes : l'institution éducative et l'institution économique.

Environ 15 % de la population du Zaïre va à l'école mais cette proportion atteint 30 % dans les villes : 32 % à Kisangani en 1972, 30 % à Lubumbashi en 1973 et 29 % à Kinshasa en 1967. A cette date, Kinshasa ne comptait que 5 % de la population du Zaïre mais scolarisait 8 % des jeunes de l'enseignement primaire, 33 % des étudiants de l'enseignement post-primaire et secondaire et 64 % de l'enseignement supérieur.

Qui dit école, dit le plus souvent ville ; c'est donc là que l'enfant a le plus de chances d'être scolarisé.

Etre citoyen, c'est également s'introduire en économie de marché. Les chiffres qui suivent expliqueront à suffisance l'engouement des campagnards pour la ville. En 1970, le P.I.B. commercialisé, c'est-à-dire l'ensemble des activités commercialisées, aurait été de 28 U.S. \$ par habitant et par an en milieu rural et de 326 U.S. \$ en milieu urbain (1). Pour le campagnard, cela signifie qu'en ville il aura plus de chance de trouver un emploi et finalement de pouvoir acheter du pétrole pour sa lampe-tempête, prendre un verre de bière de temps à autre avec ses amis et offrir un pagnon à son épouse qui vient d'accoucher.

(1) L. de SAINT-MOULIN, "La répartition par région du produit intérieur brut zaïrois", dans Zaïre-Afrique, n° 73, 1973, p. 11.

Ces deux institutions sont basées sur des valeurs spécifiques que nous pouvons résumer comme suit : l'économique prime le social, les objets ont une valeur d'échange et pas seulement d'usage, le travail marchand et l'argent sont valorisés;

A partir de ces valeurs, les deux institutions prépondérantes en milieu urbain participent à la mise en place d'un type d'homme à comportements spécifiques.

L'école au Zaïre veut créer une personnalité semblable à celle qu'on développe dans les écoles d'Occident ; cette personnalité s'oppose à celle qui était moulée traditionnellement.

A l'école, l'éducation essentielle de jadis est remplacée par une éducation existentielle basée sur la raison, discursive, critique, qui amène le scolarisé à établir une nouvelle dialectique, une nouvelle relation entre lui, son entourage, sa famille et le monde, l'univers de référence est le moi existentiel.

L'école propose à l'étudiant d'objectiver, c'est-à-dire de considérer comme une réalité extérieure, le monde, son entourage, sa famille, alors que traditionnellement l'individu n'existait que dans et par le cosmos, par et pour sa famille.

L'école propose également à l'étudiant un schéma de réussite individuelle dépendant de l'effort personnel, du travail, de l'intelligence, de la technicité.

Contrairement au milieu traditionnel la force de l'enfant est individuelle, elle ne dépend plus du groupe. Son statut dépendra de lui, il pourra l'améliorer en grimant dans la hiérarchie sociale. L'école initie donc le jeune à la compétition ; le statut, la place dans la hiérarchie sociale, on l'acquiert en se battant, en surpassant les autres, alors que traditionnellement la place de chacun était déterminée. Un proverbe du Bas-Zaïre dit "les oreilles ne dépassent pas la tête", le fils ne dépasse jamais son père, l'ordre dans la hiérarchie sociale est fonction de la primogéniture.

L'école amène l'individu à se situer existentiellement, à objectiver le monde et son entourage, propose une réussite individuelle et met les gens en compétition.

L'économie de marché et l'emploi emboîtent cette vision de la vie qu'a l'école : l'individu y est rétribué suivant sa technicité, sa formation, son expérience, la quantité de travail fourni, en un mot sa rentabilité. L'argent est le support de ce système. Cette situation encourage à nouveau l'individualisme et pousse l'adulte à prendre ses distances vis-à-vis des autres alors que, traditionnellement, l'économique était lié au culturel et au politique, c'était le groupe qui disposait des richesses et la répartition des biens était fonction de la hiérarchie sociale.

Le type d'homme, que développent l'école et l'économie de marché, amène l'individu à se situer existentiellement, à objectiver le monde et son entourage, lui propose une réussite personnelle et le pousse à prendre ses distances à l'égard de son entourage.

Et c'est le citoyen qui peut être ce type d'homme, car la ville et l'urbanisation permettent de maîtriser les distances et diminuent la dépendance à l'égard de la proximité physique des personnes, des biens et des informations. La ville est l'endroit idéal pour objectiver le monde, pour prendre ses distances, pour vivre en individualiste mobile et libre. Ecole, économie de marché et ville vont de pair et constituent un système qui génère un type défini d'homme : le citoyen.

Le modèle est merveilleux. Il suppose dans sa cohérence que la ville soit capable de générer et de produire : travail marchand et richesse.

C'est ici que nous revenons aux enquêtes budgétaires.

Que se passe-t-il dans les villes du Zaïre ? Avant tout, il faut souligner qu'il y a un grain de sable dans le mécanisme d'individuali-

sation qui empêche l'individu de prendre ses distances vis-à-vis de son entourage. Ce grain de sable, c'est le manque d'argent. Rares sont les hommes qui estiment, en général, avoir suffisamment d'argent, mais le problème est dramatique pour certaines personnes dans les villes zaïroises. Nous ne prendrons qu'un exemple : les salaires. En 1969, d'après la Banque Nationale du Zaïre, 77 % des salariés avaient des appointements n'excédant pas de 30 % le minimum légal (1). Le salaire réel correspondant au minimum légal n'a fait que baisser du fait de la hausse des prix comme on peut le voir dans le tableau suivant :

Indices de l'évolution du salaire minimum réel à Kinshasa
de juin 1960 à mai 1982

Date	Indice du salaire minimum	Indice des prix de détail marché	Indice du salaire réel
Juin 1960	100	100	100
Mai 1982	1.987	82.242	2,4

Le salaire réel n'a fait que baisser et le salaire est de moins en moins important comme source de revenu.

En effet, l'étude sur les budgets ménagers effectuée en 1975 à Kinshasa évaluait à 79,59 Zaïres la dépense mensuelle pour un ménage de 6 personnes. En extrapolant ces résultats à partir de l'évolution des prix (1975 - Mai 1982), nous estimons que le budget moyen pour 6 personnes aurait dû être de 1.900 zaïres par mois en juin 1982 (2).

Le salaire alloué aux travailleurs représentait à la même époque de 10 à 40 % de ce montant. Or, en consacrant 60 % de leur budget à l'alimentation, 80 % des personnes consomment moins de 1.850 calories et moins de 44 grammes de protéines par jour.

(1) Rapport annuel 1968-69, Banque Nationale du Zaïre, p. 76.

(2) A l'époque 1 Z = + 0,5 F.F.

Cette situation de misère ronge la vie journalière des citadins Kinsois et les deux mots qui reviennent inlassablement dans les conversations sont "mbongo" et "nzala", le besoin d'argent et la faim.

Cette carence alimentaire avait d'ailleurs été mise en parallèle avec l'accroissement de la mortalité qui avait augmenté de 50 % à Kinshasa entre 1967 et 1975, passant d'un taux de 10 à 15 ‰.

Ces quelques données montrent que le salaire au travers du travail marchand ne permet pas de rentrer dans la cohérence du système de la citoyenneté dépeint précédemment.

La peur engendrée par le manque d'argent, le court terme, la rencontre d'individus et de cultures inconnus poussent le citadin à rester en famille en milieu urbain. Le point de départ de cette situation est un besoin de sécurité. Nous définissons la famille comme l'alliance des personnes engagées dans un processus de coopération dont les buts essentiels sont la solidarité des membres, la procréation et le soin des enfants. La famille nucléaire n'est qu'un maillon à l'intérieur de la famille, qui spatialement ne se limite pas au milieu urbain. Elle s'étend horizontalement et verticalement pour comprendre toutes les personnes qui, d'une certaine manière, sont en relation par le mariage et la naissance.

Ce besoin de sécurité a une double influence sur la composition même de la famille : d'abord il pousse les jeunes à contracter des mariages endogames et ensuite il renforce la fécondité des unions.

En 1975 à Kinshasa, 84 % des 168.960 femmes mariées avaient la même tribu que leur mari. Le rôle de la famille dans le choix des époux est encore prépondérant. Il faut cependant constater que ce taux diminue puisqu'il était de 90 % en 1967.

Quant à la fécondité des unions, nous la voyons importante.

Descendance moyenne par femme

Année	Descendance moyenne par femme
1955	3,74 enfants
1967	5,85 enfants
1975	6,34 enfants

Il y a de nombreuses raisons à cette croissance : rétrécissement des intervalles intergénérationnels, soins médicaux... mais une des raisons fréquemment évoquées par les Kinnois est que le manque d'emprise sur le futur dû à un bas niveau de vie incite à la fécondité.

"J'ai beaucoup d'enfants, peut-être un d'eux sera ministre, ainsi j'aurai un bel enterrement".

Ce besoin d'assurer ses vieux jours se fait également sentir chez les femmes libres qui, lorsqu'elles sont non stériles, ont toujours des enfants pour garantir les jours où elles ne seront plus assez bien pour attirer les clients.

La crainte, la peur obligent la personne à retourner vers la famille qui va s'efforcer de contrer le type d'homme individualiste et objectif.

La famille contre l'esprit individualiste en obligeant l'individu à considérer que sa place dans la société n'est pas seulement son affaire mais l'affaire de toute sa famille. Quelques exemples parmi de nombreux autres feront comprendre cette affirmation.

Il est de coutume en ville que le premier salaire d'un jeune appointé soit versé au chef de famille. Celui-ci prend cet argent, en donne une partie aux membres de la famille qui ont aidé à la for-

mation de ce jeune et en remet également une partie au nouveau salarié. Cette coutume avertit d'emblée le jeune que s'il est ce qu'il est, c'est à sa famille qu'il le doit et que cette idée doit toujours le poursuivre.

Lorsque quelqu'un perd son emploi et devient chômeur, il est généralement acquis que son rôle de soutien vis-à-vis de la famille est suspendu et qu'il est, au contraire, en droit de recevoir aide et assistance car il n'y a pas d'allocation de chômage. On comprend dès lors que c'est la famille qui va s'efforcer de trouver une place à qui n'en a pas. Si l'individu sans travail cesse de devoir contribuer pécuniairement au soutien de la famille, inversement celui qui a un statut social élevé dans la société urbaine est beaucoup plus sollicité que d'autres. A Kinshasa, comme à Kisangani et Lubumbashi le nombre de personnes à charge dans un ménage augmente avec la croissance du revenu. A Lubumbashi en 1973, par exemple, les ménages dont le niveau du revenu est inférieur à 14 zaires par mois ne comptent que 4 personnes tandis que ceux dont le revenu est supérieur à 60 zaires par mois en hébergent 8. Ceci n'est pas dû à une plus grande fécondité des ménages les plus riches mais à une plus large ouverture à la famille traditionnelle.

Cette ouverture plus large des familles les plus riches n'est pas toujours gratuite. Les cousins, cousines rendant souvent de précieux services à la famille d'accueil.

A l'extrême, une certaine fierté satisfaisante rejaillit sur l'individu, la famille et l'ethnie dont un de ses membres s'est illustré dans le monde politique, économique ou culturel... C'est avec orgueil que certains disent : "Je suis mutetela, muyombe, ngwandais" en s'identifiant aux fils illustres sortis de ces régions (1). L'individu se perçoit comme membre d'une famille avant de se considérer comme membre d'une entreprise, d'un syndicat, d'une classe sociale.

La famille va également contrer le type d'homme objectif formé par l'école et l'institution économique en amenant continuellement l'in-

(1) Les fils illustres des différentes ethnies en question sont respectivement : Lumumba, Kasa-Vubu, Mobutu.

dividu à subjectiver sa situation.

La solidarité entre les membres d'une famille est obligatoire. La peur des représailles de la part du groupe oblige un jour ou l'autre à revenir à l'esprit solidaire de la famille, ceux qui voudraient s'en détacher par désinvolture ou par intérêt individualiste. En effet, quantité de maladies sont vaincues, de nombreuses difficultés trouvent leur dénouement par un retour aux normes de la famille et principalement à la solidarité. Grâce à celle-ci, la famille fournit une certaine sécurité qui atténue les réactions individuelles des travailleurs, par exemple, et dévie le contestataire éventuel des mobiles de sa contestation.

Le travailleur, qui dans une période critique du mois n'a plus rien pour faire vivre les siens, entreprend une démarche auprès d'un frère mieux nanti. Sa contestation s'éteint momentanément, si sa démarche est fructueuse ; dans le cas inverse, l'objet du ressentiment sera le frère indigne, la famille plutôt que l'employeur. La famille calme le contestataire ou le détourne de l'objet réel de sa démarche.

L'alliance et l'interdépendance des individus d'une famille sont morales autant que matérielles. Au niveau de cette interdépendance morale, c'est la famille qui le plus souvent joue le rôle essentiel dans la connaissance et le dévoilement de comportements et de forces qui vont à l'encontre du bien des membres. Ce rôle irremplaçable lui permet de trouver pour les individus une cause signifiante aux événements quels qu'ils soient et lui ramène invariablement les individus, surtout quand ils sont eux-mêmes victimes d'aléas malheureux. Mauvais rêves, maladies, chômage, difficultés dans le travail trouvent leur signification ultime au sein de la famille. Dans ce contexte d'interdépendance morale, l'individu, victime de déboires quelconques, subjectivement immédiate la situation. Si les difficultés subsis-

tent, sa perception des événements l'amène à retourner vers la famille. Celle-ci fournit ses causes significantes à son malheur et ses moyens de réparation. Il apparaît clairement que par ce rôle de médium, la famille détourne systématiquement l'individu des causes objectives et qu'elle éteint chez lui toute velléité d'action à ce niveau.

Essayons de voir dans cette dernière partie ce qui encourage la famille à prôner un modèle de citoyenneté, antidote de l'esprit individualiste, objectif et existentiel que devraient développer l'école, le travail marchand et l'urbanisation.

Quatre facteurs favorisent l'action de la famille et freinent le développement de comportements spécifiques à la ville: des facteurs historiques, physiologiques, économiques et politiques.

- Des facteurs historiques. En 1975, date du dernier sondage démographique de Kinshasa, 121.200 personnes ont plus de 25 ans et 78.020 sont nées à l'intérieur, soit 64 %. Ils ont donc été socialisés par la culture traditionnelle.

Il n'est pas rare de voir des gens vivre loin des idées qu'ils ont reçues dans leur prime jeunesse, mais qu'adviennent des temps difficiles, une guerre, que la mort approche et ils retournent à l'idéal de leur enfance. Dans cet ordre d'idée on peut constater que les difficultés rencontrées par les citoyens les obligent à retourner vers la culture traditionnelle, qui peut les aider à résoudre leurs problèmes.

Il est également nécessaire de noter ici qu'un certain nombre d'adultes n'ont pas été initiés à la culture étrangère par l'école. A Kinshasa en 1975, 21 % des personnes de plus de 15 ans n'ont pas reçu d'instruction. Pour eux la culture traditionnelle est la seule qu'ils connaissent vraiment.

- Des facteurs physiologiques. La faim est une constante du milieu urbain. En 1975 malgré la part importante consacrée à l'alimentation le taux de couverture moyen en protéines était de 74 % et en calories 77 %.
Ces résultats sont des moyennes et la situation est dramatique pour certaines catégories de citoyens qui ne luttent que pour survivre. L'individualisme pour eux serait la mort, la dépendance et la solidarité sont alors le gage de leur survie.

- Des facteurs économiques. La baisse du salaire réel que nous avons mentionnée ne permet pas la réalisation d'une personnalité spécifique à la ville occidentale. La réalisation et la généralisation d'un tel modèle supposeraient suffisamment d'argent pour arriver à la cohérence d'un nouveau mode de vie. Il faut signaler ici la mauvaise utilisation et la mauvaise répartition des richesses du pays.

- Enfin, des facteurs politiques favorisent le traditionalisme en milieu urbain. L'importance de la famille et des traditions a été analysée au niveau de l'individu. Il s'explique fondamentalement par l'incapacité de l'institution économique moderne de satisfaire les besoins. Le même problème se pose à l'ensemble de la collectivité et du pays. En effet, le revenu national par tête ne serait que de 75 U.S. \$ en 1971. Devant la possibilité de permettre un mieux-être à la plupart des citoyens, le pouvoir a compris que pour durer il fallait dynamiser et encourager un type d'homme traditionnel, acceptant son statut, subjectivant sa condition de vie et contemplant la hiérarchie sociale et le pouvoir d'un oeil traditionnel. Deux handicaps à cette vision des choses et à un recours aux traditions au niveau politique : l'espace et la diversité des cultures.

Une telle conception était compatible avec le village traditionnel, unité culturelle limitée dans l'espace mais elle est beaucoup

plus difficile à réaliser à l'échelon d'un pays ou même d'une ville comme Kinshasa rassemblant des cultures variées sur une superficie d'environ 10.000 kilomètres carrés.

Les techniques modernes permettent de créer une unité au niveau politique : techniques de coercition à travers un parti unique, le Mouvement Populaire de la Révolution, une armée, une gendarmerie et surtout des techniques de relation. Grâce à celles-ci on vend une unité politique, car les individus ont de fréquentes occasions d'entrer en contact avec leurs leaders par la presse, la radio et même la télévision. A l'instar du village, on tend vers une homogénéité mentale où l'on accepte la hiérarchie des individus et le respect des leaders qui sont les médiums de cette homogénéité.

BIBLIOGRAPHIE

- "Bibliographie des Enquêtes sur les Conditions de vie", I.R.E.S., Lovanium, Kinshasa, 1970, 98 p.
- "Les conditions de vie dans soixante familles à Kinshasa", dans Cahiers Économiques et Sociaux, 1970, VIII, 1; 99-132.
- "Kisangani, étude des budgets ménagers", SICAI, Rome, 1972, 127 p. + 111 tableaux.
- "Budgets ménagers, nutrition et mode de vie à Kinshasa", Presses Universitaires du Zaïre, Rectorat, Kinshasa, 1973, 303 p.
- "Urbanisation et rôle de la famille au Zaïre", in n° 31 de Population et famille.
- Coauteur avec Y. LECOANET "Lubumbashi, Démographie, Budgets ménagers, Etude du Site", République du Zaïre, Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Terroir, Bureau d'Études d'Aménagements Urbains, Bordeaux, 1975, 143 p.
- Coauteur avec L. LOHLE-TART, "Kolwezi, ville, population, budgets ménagers", République du Zaïre, Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire, Bureau d'Études d'Aménagements Urbains, Gembloux, 1975, 155 p.
- J. FRANSEN sous la direction de J. HOUYOUX, "Bukavu, Enquêtes Démographiques", République du Zaïre, Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire, Bureau d'Études d'Aménagements

Urbains, 1978, Paris, 437 p.

- J. FRANSEN sous la direction de J. HOUYOUX, "Bukavu, Budgets Ménagers", République du Zaïre, Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire, Bureau d'Etudes d'Aménagements Urbains, 1978, Paris, 292 p.
- J. HOUYOUX, KINAVWUIDI NIWEMBO, J.L. DECHESNE, L. JADIN, A.WILQUET
 - . n° 1a : Kinshasa, Etude démographique, 1975, Rapport Général, 287 p.
 - . n° 1b : Ville de Kinshasa, Budgets ménagers, 1975, 201 p.
 - . n° 2a : Etude démographique de Kananga, 1977, 249 p.
 - . n° 2b : Budgets ménagers, ville de Kananga, 1977, 154 p.
 - . n° 3a : Etude démographique de Mbandaka, 1977, 385 p.
 - . n° 3b : Mbandaka, budgets ménagers, 1977, 307 p.
 - . n° 4a : Etude démographique de Matadi, 1977, 212 p.
 - . n° 4b : Budgets ménagers, ville de Matadi, 1977, 130 p.
 - . n° 5a : Etude démographique de Bandundu, 1977, 130 p.
 - . n° 5b : Budgets ménagers, ville de Bandundu, 1977, 139 p.
 - . n° 6a : Etude démographique de Kikwit, 1977, 141 p.
 - . n° 6b : Budgets ménagers, ville de Kikwit, 1977, 172 p.
- Rapports sur les différentes zones de Kinshasa
 - n° 11 GOMBE, 84 pages
 - 12 NGALIEMA, 90 pages
 - 21 BARUMBU, 88 pages
 - 22 KINSHASA, 81 pages
 - 24 LINGWALA, 87 pages
 - 31 KALAMU, 89 pages
 - 32 KASAVUBU, 90 pages
 - 33 NGIRI-NGIRI, 90 pages
 - 41 BANDALUNGWA, 91 pages
 - 42 KINTAMBO, 99 pages
 - 51 LIMETE, 90 pages
 - 52 LEMBA, 80 pages
 - 53 MATETE, 82 pages
 - 54 KISENSO, 86 pages
 - 61 NGABA, 92 pages
 - 62 MAKALA, 81 pages
 - 63 BUMBU, 69 pages
 - 64 SELEMBAO, 83 pages
 - 71 NOJILI, 78 pages
 - 72 KIMBANSEKE, 86 pages
 - 73 MASINA, 82 pages
 - 81 NGAFULA, 75 pages
 - 82 NSELE, 79 pages
 - 83 MALUKU, 72 pages

Tous ces rapports de 1 à 83 ont été publiés à l'Université Catholique de Louvain, Enquêtes démographiques et budgétaires des villes de l'Ouest du Zaïre, Centre de Recherches Sociologiques, 1977.

- Département de Démographie et Centre de Recherches Sociologiques : "Synthèse des études démographiques de l'Ouest du Zaïre 1974-1977", Louvain-la-Neuve, 1978, 273 p.

- Coauteur de "Etude Socio-Démographique de Kinshasa 1957, Rapport Général", République Démocratique du Congo, Présidence de la République, Office National de la Recherche et du Développement, Institut National de la Statistique avec la coopération de l'Assistance Technique Française, 1969, 192 p.
- "Bibliographie des Enquêtes sur les Conditions de vie", I.R.E.S., Lovanium, Kinshasa, 1970, 98 p.
- "Les conditions de vie dans soixante familles à Kinshasa", dans Cahiers Économiques et Sociaux, 1970, VIII, 1, 99-132.
- "Kisangani, étude des budgets ménagers", SICAI, Rome, 1972, 127 p. + 111 tableaux.
- "Budgets ménagers, nutrition et mode de vie à Kinshasa", Presses Universitaires du Zaïre, Rectorat, Kinshasa, 1973, 303 p.
- "Urbanisation et rôle de la Famille au Zaïre" in n° 31 de Population et Famille.
- Coauteur avec Y. LECOANET "Lubumbashi, Démographie, Budgets ménagers, Etude du site", République du Zaïre, Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire, Bureau d'Etudes d'Aménagements Urbains, Bordeaux, 1975, 143 p.
- Coauteur avec L. LOHLETART, "Kolwezi, ville, population, budgets ménagers", République du Zaïre, Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire, Bureau d'Etudes d'Aménagements Urbains, Gembloux, 1975, 155 p.
- J. FRANSEN sous la direction de J. HOUYOUX, "Bukavu, Enquêtes Démographiques", République du Zaïre, Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire, Bureau d'Etudes d'Aménagements Urbains, 1978, Paris, 437 p.
- J. FRANSEN sous la direction de J. HOUYOUX, "Bukavu, Budgets Ménagers", République du Zaïre, Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire, Bureau d'Etudes d'Aménagements Urbains, 1978, Paris, 292 p.
- J. HOUYOUX, KINAWUIDI NIWEMBO, J.L. DECHESNE, L. JADIN, A. WILQUET.
 - . n° 1a : Kinshasa, Etude démographique, 1975, Rapport Général, 287 p.
 - . n° 1b : Ville de Kinshasa, Budgets Ménagers, 1975, 201 p.
 - . n° 2a : Etude démographique de Kananga, 1977, 249 p.
 - . n° 2b : Budgets ménagers, ville de Kananga, 1977, 154 p.
 - . n° 3a : Etude démographique de Mbandaka, 1977, 385 p.
 - . n° 3b : Mbandaka, budgets ménagers, 1977, 307 p.
 - . n° 4a : Etude démographique de Matadi, 1977, 212 p.
 - . n° 4b : Budgets ménagers, ville de Matadi, 1977, 130 p.
 - . n° 5a : Etude démographique de Bandundu, 1977, 130 p.
 - . n° 5b : Budgets ménagers, Ville de Bandundu, 1977, 139 p.
 - . n° 6a : Etude démographique de Kikwit, 1977, 141 p.
 - . n° 6b : Budgets ménagers, ville de Kikwit, 1977, 172 p.
- Rapports sur les différents zones de Kinshasa
 - n° 11 GOMBE, 84 pages
 - 12 NGALIEMA, 90 pages
 - 21 BARUMBU, 88 pages
 - 22 KINSHASA, 81 pages
 - 24 LINGWALA, 87 pages
 - 31 KALAMU, 89 pages
 - 32 KASAVUBU, 90 pages
 - 33 NGIRI-NGIRI, 90 pages
 - 41 SANDALUNGA, 91 pages
 - 42 KINTAMBO, 99 pages
 - 51 LIMBE, 90 pages

n° 52	<u>LEMBA</u> , 80 pages
53	<u>MATETE</u> , 82 pages
54	<u>KISENSO</u> , 86 pages
61	<u>NCABA</u> , 92 pages
62	<u>MAKALA</u> , 81 pages
63	<u>BUMBU</u> , 69 pages
64	<u>SELEMSAO</u> , 83 pages
71	<u>NDJILI</u> , 78 pages
72	<u>KIMBANSEKE</u> , 86 pages
73	<u>MASINA</u> , 82 pages
81	<u>NGAFULA</u> , 75 pages
82	<u>NSELE</u> , 79 pages
83	<u>MALUKU</u> , 72 pages

Tous ces rapports de 1 à 83 ont été publiés à l'Université Catholique de Louvain, Enquêtes démographiques et budgétaires des villes de l'Ouest du Zaïre, Centre de Recherches Sociologiques, 1977.

- Département de Démographie et Centre de Recherches Sociologiques : "Synthèse des études démographiques de l'Ouest du Zaïre 1974-77", Louvain-la-Neuve, 1978, 273 p.
-